

« REPÉRER, PRÉVENIR ET SOUTENIR LE RISQUE SUICIDAIRE CHEZ LA PERSONNE EN SITUATION DE HANDICAP »

Public concerné :

Tout professionnel intervenant auprès de personnes en situation de handicap au sein d'un établissement ou service social et médico-social

Prérequis :

Aucun

Durée de formation :

14 heures / 2 jours

Objectifs de cette formation :

- ☐ Connaître et comprendre le processus suicidaire.
- ☐ Identifier les spécificités du risque suicidaire chez les personnes en situation de handicap.
- ☐ Identifier les facteurs de risque, les facteurs précipitants et les facteurs de protection.
- ☐ Repérer les signes d'alerte et les changements inhabituels de comportement.
- ☐ Prendre en compte les difficultés d'expression, de communication et de compréhension pouvant être rencontrées par certaines personnes en situation de handicap.
- ☐ Savoir évaluer le niveau de risque suicidaire à partir de la méthode R.U.D.
- ☐ Adapter sa communication et sa posture professionnelle face à une personne exprimant des idées suicidaires.
- ☐ Connaître la conduite à tenir en fonction du niveau de risque identifié.
- ☐ Maîtriser les principes de prévention, d'intervention et de postvention dans les établissements et services du secteur du handicap.
- ☐ Identifier les ressources et les relais mobilisables autour de la personne.
- ☐ Développer une culture collective de prévention du risque suicidaire au sein de l'établissement ou du service.
- ☐ Identifier les freins et les leviers permettant d'améliorer les pratiques professionnelles.

Inscription :

Pour toute demande d'inscription, veuillez nous contacter au 0658179612 ou par courriel : stephanie.poitoux@spaudits.fr

Moyen et modalité :

Présentiel

Alternance de théorie et de pratique

Moyens Techniques :

Tables, chaises, supports visuels, vidéoprojecteur

Adaptation et suivi de la formation :

Un suivi de la formation et de l'accompagnement sera réalisé tout au long de la formation. La formation pourra être adaptée pour pallier des difficultés majeures rencontrées par l'apprenant.

Évaluation de parcours :

Le contrôle de connaissances permettant de vérifier le niveau de compétences acquis par les Stagiaires est effectué selon les modalités suivantes :

QCM/ Etude de cas pratiques

Délai d'accès :

Un délai minimum et incompressible de 14 jours entre l'inscription et l'accès à la formation est appliqué.

Évaluation :

- Les connaissances des participants sont évaluées avant, pendant et après la formation.
- La satisfaction des participants est évaluée après la formation.
- Un certificat de réalisation de formation est transmis à chaque participant à l'issue de la formation

Le Prix :

En inter : 700€/stagiaire HT

En intra : Sur demande

PROGRAMME DE FORMATION DETAILLE

Jour 1 :

Le matin :

MODULE 1 – Le suicide, un phénomène complexe et pluriel

Durée : 1h30

Objectif : Comprendre le phénomène suicidaire et ses mécanismes.

Chapitre 1 : Les idées reçues concernant le suicide.

Chapitre 2 : Définitions : idées suicidaires, crise suicidaire, tentative de suicide, suicide.

Chapitre 3 : Comprendre le processus suicidaire.

Chapitre 4 : Données et éléments de compréhension du phénomène.

Chapitre 5 : Cadre juridique et éthique.

Chapitre 6 : Secret professionnel, partage d'informations et protection de la personne

Évaluation module 1 : réponse aux questions

MODULE 2 – Le processus suicidaire chez la personne en situation de handicap

Durée : 2h00

Objectif : Identifier les différents facteurs pouvant contribuer à l'apparition ou à l'aggravation d'un risque suicidaire.

Chapitre 1 : Les facteurs de risque.

Chapitre 2 : Les facteurs précipitants.

Chapitre 3 : La crise suicidaire.

Chapitre 4 : Les facteurs de protection.

Chapitre 5 : Les situations de rupture et de perte.

Chapitre 6 : L'isolement social et relationnel.

Chapitre 7 : Les situations de discrimination, de stigmatisation ou de maltraitance.

Chapitre 8 : Les changements dans le parcours de vie et d'accompagnement.

Chapitre 9 : L'évaluation du risque suicidaire : objectifs.

Chapitre 10 : L'échelle R.U.D.

Évaluation module 2 : Point sur les connaissances acquises et analyse d'une situation professionnelle.

L'après- midi :

MODULE 3 – Les spécificités du risque suicidaire dans le secteur du handicap

Durée : 1h30

Objectif : Repérer les spécificités liées aux différentes situations de handicap et à l'accompagnement médico-social.

Chapitre 1 : Les différentes situations de handicap et leurs incidences sur l'accompagnement.

Chapitre 1 : Handicap intellectuel et difficultés éventuelles d'expression des émotions et de la souffrance.

Chapitre 2 : Handicap psychique et vulnérabilités particulières.

Chapitre 3 : Troubles de la communication et difficultés à verbaliser les idées suicidaires.

Chapitre 4 : Autodétermination et respect du choix de la personne.

Chapitre 5 : Ruptures et changements dans le parcours de vie.

Chapitre 6 : Entrée ou sortie d'établissement ou de dispositif.

Chapitre 7 : Rupture familiale, affective ou sociale.

Chapitre 8 : Facteurs de risque, facteurs précipitants et facteurs de protection.

Chapitre 9 : Importance du projet personnalisé et du réseau relationnel de la personne.

Évaluation module 3 : Questions, échanges et analyse de situations

MODULE 4 – Les signaux d'alerte

Durée : 2h00

Objectif : Repérer les signes pouvant témoigner d'une souffrance psychique ou d'un risque suicidaire.

Chapitre 1 : Les propos explicites et implicites.

Chapitre 2 : Les difficultés à verbaliser la souffrance.

Chapitre 3 : Les changements inhabituels de comportement.

Chapitre 4 : Le retrait relationnel et l'isolement.

Chapitre 5 : Les modifications des habitudes et des interactions.

Chapitre 6 : Les manifestations émotionnelles inhabituelles.

Chapitre 7 : Les distorsions cognitives.

Chapitre 8 : Les conduites à risque ou comportements inhabituels.

Chapitre 9 : La recherche de rupture.

Chapitre 10 : Les signes de préparation ou de départ.

Chapitre 11 : Les signaux observés par les professionnels, les proches et les autres personnes accompagnées.

Chapitre 12 : La nécessité de croiser les observations de l'équipe.

Évaluation module 4 : Analyse de situations et repérage des signaux d'alerte.

Jour 2 :

Le matin :

MODULE 5 – Conduite à tenir face au risque suicidaire

Durée : 1h00

Objectif : Connaître la conduite à tenir selon le niveau de risque identifié.

Chapitre 1 : Évaluer et déterminer le niveau de risque.

Chapitre 2 : Adapter sa conduite à tenir et sa communication.

Chapitre 3 : avoir mobiliser les personnes et ressources adaptées.

Évaluation module 5 : Analyse de situations

MODULE 6 – Prévention du risque suicidaire dans les établissements et services du handicap

Durée : 1h30

Objectif : Identifier les actions permettant de prévenir le risque suicidaire dans le secteur du handicap.

Chapitre 1 : Les différents niveaux de prévention.

Chapitre 2 : Les actions de prévention auprès de la personne accompagnée.

Chapitre 3 : Le rôle de l'équipe et de l'établissement dans la prévention.

Évaluation module 6 : Échanges et réflexion collective autour des pratiques de prévention.

MODULE 7 – La postvention

Durée : 1h00

Objectif : Connaître les principes de la postvention après une tentative de suicide ou un suicide.

Chapitre 1 : Les objectifs de la postvention.

Chapitre 2 : L'accompagnement de la personne, de l'entourage et des professionnels.

Chapitre 3 : L'organisation collective et la procédure de postvention.

Évaluation module 7 : Analyse d'une situation et échanges.

L'après- midi :

MODULE 8 – Les professionnels face au risque suicidaire

Durée : 1h45

Objectif : Identifier sa posture professionnelle face au risque suicidaire.

Chapitre 1 : Les émotions et représentations du professionnel.

Chapitre 2 : La posture professionnelle : écouter, accueillir, ne pas juger.

Chapitre 3 : Le travail en équipe et les limites de son rôle.

Évaluation : Analyse de situations professionnelles et échanges.

MODULE 9 – Les pistes d'amélioration

Durée : 1h45

Objectif : Identifier les axes d'amélioration de la prévention et de l'accompagnement du risque suicidaire dans son établissement ou service.

Chapitre 1 : Les pratiques individuelles et collectives.

Chapitre 1 : Les freins et les leviers.

Chapitre 1 : Les actions d'amélioration à mettre en place.

Évaluation module 9 : Bilan des deux journées, retour sur les acquis et analyse d'une situation professionnelle.

Handicap :

Toutes les formations dispensées par SP AUDITS sont accessibles aux personnes en situation de handicap. Lors de l'inscription à nos formations, nous étudions avec le candidat en situation de handicap et à travers un questionnaire les actions que nous pouvons mettre en place pour favoriser son apprentissage.

Pour cela, nous pouvons également nous appuyer sur un réseau de partenaires nationaux préalablement identifiés.

Coordonnées des partenaires handicap :

AGEFIPH

Bruno STERLIN

Contact mail uniquement

rhf-bfc@agefiph.asso.fr

MDPH

MDPH: 18 rue de Flacé 71026 Mâcon

03 85 21 51 30

contact@mdph71.fr

Contact :

POITOUX Stéphanie

s.poitoux@hotmail.com

0658179612

ACCESSIBILITE

En application de l'article 47 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 et du décret n° 2019-768 du 24 juillet 2019 ce document présente la politique de SP AUDITS en matière d'accessibilité numérique.

1. RESPONSABLE ACCESSIBILITE NUMERIQUE

Pour veiller continuellement à l'accessibilité des contenus numériques, SP AUDITS a nommé un responsable de l'accessibilité numérique.

Celui-ci a pour missions :

- De veiller à la mise en place de processus pour l'accessibilité des contenus numériques ;
- De rendre compte au responsable de la formation des contenus et des services numériques, ainsi que de tout besoin d'amélioration ;
- De s'assurer que la sensibilisation aux exigences de l'accessibilité est encouragée dans l'établissement ;
- D'être l'interlocuteur premier sur tous les sujets d'accessibilité numérique.

2. ACTION DE FORMATION ET DE SENSIBILISATION

Pour répondre au besoin de sensibilisation et de formation des membres de SP AUDITS, un plan de formation sera déroulé sur les trois prochaines années. Ces formations seront réalisées selon la méthode la plus appropriée pour répondre aux spécificités de la formation, soit par des dispositifs à distance synchrones ou asynchrones, soit par des dispositifs en présentiel.

3. GUIDE DES BONNES PRATIQUES

Pour que la prise en compte de l'accessibilité dans la fabrication des contenus et la mise en place des services numériques deviennent des éléments de la qualité, chaque pôle intégrera les bonnes pratiques de l'accessibilité adaptées à ses contenus et outils. Cette adaptation sera issue des expériences faites lors de nos formations.

CONDITIONS GENERALES DE VENTE

Modalités de règlement

Le paiement sera dû en totalité à réception d'une facture émise par l'organisme de formation à destination du bénéficiaire.

Non réalisation de la prestation de formation

En application de l'article L6354-1 du Code du travail, il est convenu entre les signataires de la présente convention, que faute de résiliation totale ou partielle de la prestation de formation, l'organisme prestataire doit rembourser au cocontractant les sommes indûment perçues de ce fait.

Obligations et force majeure

Dans le cadre de ses prestations de formation, « SP AUDITS » est tenue à une obligation de moyen et non de résultat vis-à-vis de ses Clients ou de ses Stagiaires. « SP AUDITS » ne pourra être tenue responsable à l'égard de ses Clients ou de ses Stagiaires en cas d'inexécution de ses obligations résultant d'un événement fortuit ou de force majeure. Sont ici considérés comme cas fortuit ou de force majeure, outre ceux habituellement reconnus par la jurisprudence : la maladie ou l'accident d'un intervenant ou d'un responsable pédagogique, les grèves ou conflits sociaux externes à « SP AUDITS », les désastres naturels, les incendies, l'interruption des télécommunications, de l'approvisionnement en énergie, ou des transports de tout type, ou toute autre circonstance échappant au contrôle raisonnable de « SP AUDITS ».

Devis et attestation

Pour chaque action de formation, un devis est adressé en deux exemplaires par « SP AUDITS » au Client. Un exemplaire dûment renseigné, daté, tamponné, signé et revêtu de la mention « Bon pour accord » doivent être retourné à « SP AUDITS » par e-mail. Le cas échéant une convention particulière peut être établie entre « SP AUDITS », l'OPCO ou le Client. À l'issue de la formation, « SP AUDITS » remet une attestation de formation au Stagiaire. Dans le cas d'une prise en charge partielle ou totale par un OPCO, « SP AUDITS » lui fait parvenir un exemplaire de la feuille d'émargement accompagné de la facture. Une attestation d'assiduité pour chaque Stagiaire peut être fournie au Client, à sa demande.

Dédommagement, réparation ou dédit

En cas de renoncement par le bénéficiaire avant le début du programme de formation

- Dans un délai compris entre 2 semaines et 1 semaine avant le début de la formation : 50% du coût de la formation est dû.

- Dans un délai compris entre 1 semaine et 48 heures avant le début de la formation : 75 % du coût de la formation est dû.
- Dans un délai inférieur à 48 heures avant le début de la formation : 100 % du coût de la formation est dû.

Le coût ne pourra faire l'objet d'une demande de remboursement ou de prise en charge par l'OPCO.

Propriété intellectuelle et copyright

L'ensemble des fiches de présentation, contenus et supports pédagogiques quelle qu'en soit la forme (papier, électronique, numérique, orale...) utilisés par « SP AUDITS » pour assurer les formations ou remis aux Stagiaires constituent des œuvres originales et à ce titre sont protégées par la propriété intellectuelle et le copyright. À ce titre, le Client et le Stagiaire s'interdisent d'utiliser, transmettre, reproduire, exploiter ou transformer tout ou partie de ces documents, sans un accord exprès de « SP AUDITS ». Cette interdiction porte, en particulier, sur toute utilisation faite par le Client et le Stagiaire en vue de l'organisation ou l'animation de formations.

Descriptif et programme des formations

Les contenus des programmes, tels qu'ils figurent sur les fiches de présentation des formations sont fournis à titre indicatif. L'intervenant ou le responsable pédagogique se réservent le droit de les modifier en fonction de l'actualité, du niveau des participants ou de la dynamique du groupe.

Confidentialité et communication

« SP AUDITS », le Client et le Stagiaire s'engagent à garder confidentiels les documents et les informations auxquels ils pourraient avoir accès au cours de la prestation de formation ou à l'occasion des échanges intervenus antérieurement à l'inscription, notamment l'ensemble des éléments figurant dans la proposition transmise par « SP AUDITS » au Client. « SP AUDITS » s'engage à ne pas communiquer à des tiers autres que les partenaires avec lesquels sont organisées les formations et aux OPCO, les informations transmises par le Client y compris les informations concernant les Stagiaires. Cependant, le Client accepte d'être cité par « SP AUDITS » comme client de ses formations. À cet effet, le Client autorise « SP AUDITS » à mentionner son nom, son logo ainsi qu'une description objective de la nature des prestations dans ses listes de références et propositions à l'attention de ses prospects et de sa clientèle, entretiens avec des tiers, rapports d'activité, site internet, ainsi qu'en cas de dispositions légales, réglementaires ou comptables l'exigeant.

Protection et accès aux informations à caractère personnel

Le Client s'engage à informer chaque Stagiaire que :

- des données à caractère personnel le concernant sont collectées et traitées aux fins de suivi de la validation de la formation et d'amélioration de l'offre de « SP AUDITS »
- conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, le Stagiaire dispose d'un droit d'accès, de modification, de rectification des données à caractère personnel le concernant. Le Stagiaire

pourra exercer ce droit en écrivant à : « SP AUDITS » ou par voie électronique à : « SP AUDITS ». En particulier, « SP AUDITS » conservera les données liées au parcours et à l'évaluation des acquis du Stagiaire, pour une période n'excédant pas la durée nécessaire à l'appréciation de la formation. Enfin, « SP AUDITS » s'engage à effacer à l'issue des exercices toute image qui y aurait été prise par tout moyen vidéo lors de travaux pratiques ou de simulations.

Litiges

Si une contestation ou un différend ne peuvent pas être réglés à l'amiable, le Tribunal de tribunal de Melun sera seul compétent pour régler le litige.